

Document de travail

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau

Rapport d'Activités 2011



*Office
International
de l'Eau*

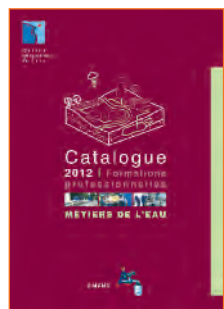
**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**

décembre 2011

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Le CNFME a vécu une année 2011 assez contrastée, avec des variations de tendance en cours d'année même si globalement l'activité de formation est demeurée stable et très comparable à celle de 2010. L'inauguration des nouveaux locaux de La Souterraine, la construction de la plate-forme pour les interventions en espaces confinés, la rénovation de la plate-forme de pose de réseaux d'eau potable, les activités d'ingénierie de pilotes de traitement pour EDF resteront comme les faits marquants de l'année. L'activité totale dépasse 5,6M€, légèrement au dessus de 2010.

Formations Inter-Entreprises



Avec 2400 stagiaires, le CNFME stabilise le nombre de stagiaires formés au niveau de 2010. La demande, anormalement faible au second trimestre, alors que le mois de mai présentait un nombre exceptionnel de semaines complètes, s'est renforcée au troisième et surtout en fin d'année. Plus de 300 sessions ont été réalisées sur les sites de Limoges et La Souterraine, mais aussi à Brive, Paris et en région parisienne, Nice, Saint-Brieuc et Tarbes, où existent des plates-formes spécifiques. Comme tous les ans, les formations aux réseaux d'eau et d'assainissement ont recueilli le plus de demandes, et on constate une assez grande stabilité dans la répartition thématique.

Formations Intra-Entreprise

Le développement soutenu de la demande des stages en intra-entreprise, qui a marqué 2010 s'est maintenu en 2011. Les formations en intra sont aussi très pratiquées en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion, et aussi en Nouvelle Calédonie.

Appui à la formation initiale

Comme tous les ans, le CNFME contribue à la formation initiale en Limousin dans le domaine de l'eau, en mettant ses plates-formes techniques à disposition et en assurant certains travaux dirigés pour le Lycée d'Ahun, la Faculté de Sciences et l'IUT de Limoges.

Formations pour l'Industrie



La redynamisation voulue depuis 2010 des formations du CNFME vers l'industrie a porté ses fruits, avec une activité forte. Le secteur de l'industrie est très demandeur de formations intra, même pour des effectifs limités, afin de mieux prendre en compte les process spécifiques et de limiter au maximum les perturbations d'exploitation que représente l'envoi d'agents en formation.. Un catalogue spécifique a été produit et largement diffusé.

Formations Déchets

Les formations déchet, lancées en 2005, qui s'étendent maintenant aux autres thématiques environnementales et au développement durable progressent, puisque 28 sessions de formation ont été ouvertes, avec des sessions intra bien garnies. La majorité des formations a eu lieu en inter-entreprises : reconduction du plan de formation pour le groupe Tiru, réalisation du plan de formation pour le groupe SEMARDEL. Les thématiques sont variées : incinération, compostage, installation de stockage de déchets, déchèterie, traitement des lixiviats, hygiène et sécurité, etc. Cette activité a permis de former 250 stagiaires en 2011 et de générer un chiffre d'affaire de 150 k€.

Les "Journées de l'OIEau"

Les journées de l'OIEau, qui dès leur création il y a quelques années ont connu un succès considérable, continuent à représenter une activité significative en terme de chiffre d'affaires et importante en matière d'image du CNFME. Les sujets choisis restent diversifiés et d'actualité : innovations technologiques dans le secteur de l'épuration intensive, épuration par filtres plantés de roseaux, neutralisation des eaux, autosurveillance des réseaux d'assainissement, transfert des compétences aux communautés d'agglomération et de communes, utilisation des eaux usées urbaines traitées en irrigation, optimisation des consommations énergétiques, valorisation des biogaz à partir de déchets municipaux ...

L'international



L'international représente un volet significatif des actions de formation du CNFME.

Il a poursuivi ses interventions pour JCBU, gestionnaire des services à Jeddah, en assurant des formations en arabe sur la base de documents pédagogiques originaux conçus en 2009, et pour l'Institut de l'Eau et de l'Assainissement de l'ONEP au Maroc dans le domaine de l'assainissement (formations, protocoles de travaux pratiques, plate-forme réseau d'assainissement).

L'OIEau mène également l'étude de faisabilité de la création d'un centre de formation aux métiers de l'eau à Haïti. Il convient également de noter le projet de sélection et de formation des futurs formateurs du centre de formation de l'Algérienne des Eaux et le projet de définition des équipements pédagogiques des centres de formation de la REGIDESO en RD Congo.

L'OIEau démarre également une collaboration active pour le compte d'IGIP afin de réaliser des formations en assainissement dans le cadre du projet ONAS IV en Tunisie.

A côté de ces grands contrats, une multitude d'actions plus ponctuelles ont lieu au Maroc (GIZ), Burkina Faso, Liban, Canada, Kenya, Vietnam, en Algérie, Guinée Conakry, RD Congo, Roumanie etc. Le CNFME accueille également des groupes de stagiaires étrangers à Limoges et La Souterraine afin de mettre en situation de travail les apprenants sur des plates-formes pédagogiques dont ils ne disposent pas dans leurs pays d'origine.



Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Le support technique

Les formateurs du **CNFME** sont sollicités par les clients de la formation, industriels ou collectivités, pour mener des diagnostics et optimiser leurs process de traitement. Cette activité, très marginale, contribue à faire reconnaître l'expertise des formateurs du **CNFME**. Ils interviennent ainsi pour de grandes organisations comme le CEA, AREVA, EDF ou le groupe Soufflet, mais également pour de petites collectivités ou des PME, comme le Syndicat des Eaux de la Basse Gartempe pour évaluer des solutions de reminéralisation de l'eau.



Dans le domaine de la gouvernance des services, le **CNFME** contribue à l'évaluation des transferts de compétence eau ou assainissement de la communauté d'agglomération de Perpignan.

A la demande de l'Onema, le **CNFME** a participé à l'ingénierie de formations pour les milieux aquatiques.

Citons enfin l'important contrat passé avec EDF pour équiper le nouveau laboratoire de recherche du site de Chatou. La commande porte sur la conception et la fourniture de 4 simulateurs de circuits de refroidissement destinés à comprendre les phénomènes d'entartrage et de développement bactérien au cours des processus de chauffage et de refroidissement des eaux, d'établir des modèles représentatifs et les caler. Il fait suite à une première demande réalisée avec succès en 2008. Le **CNFME** bénéficie dans ce travail de l'expérience acquise dans la construction de ses plates-formes pédagogiques.

Moyens et investissements



Les nouveaux locaux de La Souterraine, qui comportent des salles de cours supplémentaires, des bureaux et un laboratoire d'analyse à finalité pédagogique, aux normes les plus actuelles ont été officiellement inaugurés le 2 mai.



Plus de 300 personnes se sont réunies sous un soleil radieux, en présence du Préfet de Creuse, des Présidents de la Région Limousin et du Conseil Général de Creuse, du Maire de La Souterraine.



Deux plates-formes ont fait l'objet d'investissements majeurs : un réseau d'assainissement destiné aux formations pour les interventions en sécurité dans les espaces confinés, un ensemble de tranchées permanentes pour les formations à la pose et aux travaux sur réseaux d'eau potable.

Action commerciale

Les catalogues de formation pour l'année 2012 ont été diffusés début septembre. Il s'agit du catalogue Eau, qui s'enrichit de nouveaux stages, mais aussi du catalogue Eau et Industrie et du catalogue Déchets, Environnement et Développement Durable.

Le site web du **CNFME** qui a été entièrement refondu fin 2010 s'enrichit maintenant d'une lettre électronique.



Le **CNFME** a multiplié ses démarches commerciales, en complétant sa traditionnelle présence à Pollutec à Paris en décembre par une participation à des salons spécialisés :

- les journées de la gestion locale de l'eau à Rennes en janvier,
- les assises de l'ANC à Metz en octobre.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



6.350.000 visiteurs en 2011 !

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau - CNIDE

Le CNIDE a poursuivi sa croissance en voyant son activité augmenter de près de 8% par rapport à 2010, à 3,0 M€. La convention avec l'Onema explique une partie de cette croissance, mais d'autres contrats comme des projets européens et internationaux ont contribué à la pleine activité.

Le SANDRE et le Système d'Information sur l'Eau

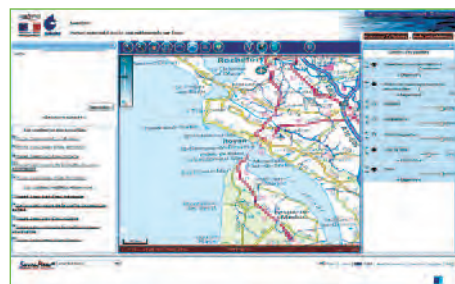


Dans le cadre de sa convention avec l'ONEMA, le CNIDE assure le secrétariat technique permanent du Sandre. Selon le Schéma National des Données sur l'Eau, approuvé par l'arrêté du 26 juillet 2010, le Sandre établit, tient à jour et diffuse les jeux de données de référence. Son secrétariat établit les spécifications de données, apporte un appui aux utilisateurs du Sandre et réalise des audits de conformité.

En 2011, les travaux de spécification ont porté principalement sur les eaux superficielles et continentales, les eaux souterraines, les zones humides, les prélèvements d'eau. En ce qui concerne la mise à jour des référentiels nationaux, l'accent a été mis sur les taxons, ou près de 8000 nouvelles entrées ont été ajoutées.

L'engagement du Sandre dans une démarche qualité se poursuit. Après avoir obtenu en 2010 la certification ISO9001 des processus liés aux données de référence, ce sont maintenant les processus d'élaboration des dictionnaires de données qui sont certifiés. La démarche s'étendra progressivement à tous les aspects du Sandre.

Afin d'aider les utilisateurs, le Sandre développe des services informatiques en ligne, permettant d'automatiser dans les applications informatiques les mises à jours des données de référence. Il met également en œuvre des utilitaires pour contrôler la conformité des fichiers d'échange de données aux spécifications du Sandre.



Le site Sandre, sur lequel se trouvent l'ensemble des référentiels fait actuellement l'objet d'améliorations telles que la diffusion de versions de référentiels et la certification de services web.

Enfin, le CNIDE a contribué à l'exploitation des données du SIE, en produisant une synthèse sur les données nitrates et en traitant les données pour répondre à des demandes spécifiques du MEDDLT.

sandre.eaufrance.fr

La gestion des données

En complément de ses actions pour le SIE, le CNIDE apporte un appui au dispositif de gestion des données de rejets des industries pour la DGPR du MEDDLT, pour les données hydro-métriques du SCHAPI. Il assure aussi la mise à disposition des données relatives aux zones conchylicoles en lien avec le Ministère chargé de la Pêche.

Au niveau européen, le secrétariat du Sandre contribue aux spécifications de la directive INSPIRE.

Système documentaire français et accès aux documents techniques et scientifiques sur l'eau



Le CNIDE anime le réseau des centres documentaires de l'Onema, des Agences de l'Eau et des établissements publics de recherche. Il assure le lien avec

les organismes professionnels de la documentation et de l'information : ADBS et GFII.

Ce réseau contribue au portail documentaire "les documents sur l'eau" ouvert en 2009, qui donne accès aux documents d'études produits en France, en s'appuyant sur la technologie des archives ouvertes.

Ce portail alimente à son tour le portail environnement qui résulte du Grenelle de l'Environnement.

www.documentation.eaufrance.fr

EAUDOC et travaux documentaires



L'OIEau a poursuivi l'alimentation de sa base EAUDOC, principalement avec des documents internationaux portant sur la gestion intégrée de la ressource et la gouvernance des services d'eau et d'assainissement. En parallèle, le CNIDE a organisé avec les écoles d'ingénieurs, en particulier AgroParisTech et l'EIVP la production de synthèses sur des sujets d'actualité de l'eau, qui sont ensuite mises à disposition sur le portail "les documents sur l'eau".

www.eaudoc.oieau.org

La diffusion d'information

Le CNIDE diffuse à des communautés d'utilisateurs des informations sélectionnées sur des thèmes ciblés.

● **Eau dans la Ville** s'adresse aux responsables de services publics d'eau et d'assainissement. Il comporte un site Internet et une lettre électronique, ainsi qu'un guide des services, des avis d'experts et un dispositif de réponses aux questions des abonnés.

www.eaudanslaville.fr

● **Gest'Eau** s'adresse aux responsables et aux animateurs des SAGE, contrats de baie, de nappes et de rivières etc. Un nouveau site est venu le compléter, spécialisé aux milieux humides.

www.gesteau.eaufrance.fr

● **La lettre électronique "AQUAVEILLE"** est une veille hebdomadaire sur l'actualité de l'eau, diffusée sur abonnement. Une version spécifique, la LEMAQ, est réalisée en collaboration avec le CEMAGREF pour les besoins de l'Onema et du secteur public, avec un accent mis sur l'actualité française des milieux aquatiques.

"EaudanslaVille" comme "AQUAVEILLE" ont connu une hausse notable des abonnements en 2011.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau - CNIDE

Appui à l'organisation des programmes de recherche

➤ IWRM-Net SCP



Suite à l'achèvement du projet IWRM-Net qui a rassemblé pendant cinq ans 20 gestionnaires de programmes de recherche issus de 14 pays et impliqués dans la mise en œuvre de la DCE, en vue de développer des activités de recherche en commun, c'est désormais dans le cadre du "Scientific Coordination Project" financé par le MEDDLT et géré par le **CNIDE** que les partenaires d'IWRM-Net poursuivent leur collaboration.

➤ AUTRES PROJETS

Dans le domaine de la recherche et du développement, le **CNIDE** s'est engagé dans de nouveaux projets :

● **NOWIWM**, pour faire partager les méthodes de gestion de l'eau en Europe du Sud.



● **WaterDiss2.0**, lui aussi dans le cadre du 7^{ème} PCRD, et WaterRtoM (programme LIFE) pour assurer une meilleure utilisation des résultats de la recherche.



● **EXPLORE 2070**, le **CNIDE** participe également à ce programme, piloté par le MEDDLT, afin de rendre disponibles les scénarios d'adaptation au changement climatique en France.



Enfin, il appuie l'Onema dans ses actions envers le groupe européen de mise en œuvre de la DCE dédié aux questions d'interface science/politique (CIS/SPI)

Etudes et évaluations



Le **CNIDE** en collaboration avec l'INERIS a achevé en 2011 un appui à la DG ENV pour la mise en œuvre du volet substances prioritaires de la DCE. Il a réalisé dans ce cadre la collecte et l'intégration de plus de 14 millions de résultats d'analyses de 900 substances dans 26 pays volontaires.

Toujours pour la DG ENV, le **CNIDE** œuvre au sein d'un consortium mené par le WRC à un appui à la DG ENV pour la mise en œuvre de la DCE.



Il réalise pour l'Onema et le MEDDLT une étude sur l'impact environnemental des filières d'ANC, en se servant de la méthode d'analyse du cycle de vie.



Il mène pour l'Agence de l'Eau Seine-Normandie une étude pour identifier et quantifier les substances dangereuses issues des ménages.



Il appuie la Communauté d'Agglomération d'Agen pour mener le diagnostic et le schéma directeur des infrastructures eau et assainissement, la Province Nord de Nouvelle Calédonie pour ses projets d'assainissement, Haïti pour mettre en place ses indicateurs sur l'eau.

Disposant avec EAUDOC d'une grande expérience de collecte et d'analyse de documents, le **CNIDE** a été chargé par la DINEPA d'Haïti d'établir le référentiel technique du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce contrat de près de 600 K€ s'étendra jusqu'à 2013.

Un travail similaire, à échelle plus réduite, est mené en Albanie.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



6.350.000 visiteurs en 2011 !

"Les Cahiers Techniques de l'OIEau"

Des guides techniques, pratiques et pédagogiques à l'usage des professionnels de l'eau et de l'assainissement

1 Les pompes centrifuges (nouvelle édition)	11 La télégestion des réseaux
2 Recherche de fuites (EP) (nouvelle édition)	12 La pose des canalisations (EP)
3 Réactifs de traitement d'eau potable	14 L'eau d'alimentation des générateurs de vapeur
4 Instruments de mesure	15 Les pompes, démarrage, arrêt, variation de vitesse
5 Le comptage (nouvelle édition)	16 Le dioxyde de chlore
6 La robinetterie (EP)	17 La surpression
7 Réseaux d'assainissement	18 Le pompage des eaux usées
8 Nitrification, dénitrification, déphosphatation	19 L'alimentation en eau potable (nouvelle édition)
9 L'ozonation des eaux	HS Qu'est-ce que l'épuration ?
10 La chloration des eaux (nouvelle édition)	

Renseignements - Commandes :
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - Mail : eaudoc@oieau.org - Web : www.oieau.org



Le Centre International pour l'Administration de l'Eau, avec un chiffre d'affaires de 2,9 MEuros, reste déficitaire malgré la restructuration du service comptable engagé en juillet. Il a connu en 2011 un développement de ses activités sur la zone de voisinage Est de l'Europe et la Méditerranée ainsi que sur l'Asie du Sud-Est. La Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec le MEDDTL (2010-2013) a fait l'objet d'un avenant pour l'année 2011.

L'intervention de l'OIEau en tant qu'opérateur des programmes de coopération institutionnelle des Agences de l'Eau dans le cadre de la Loi Oudin a été renforcée.

Sept offres de jumelages institutionnels européens ont été préparées ; à ce jour, trois jumelages ont été gagnés en leader, ce qui conduira à mettre en place un conseiller résident pendant 1 à 2 ans sur chaque projet, deux autres jumelages ont été gagnés en partenaire.

D'importants efforts ont été consacrés à la préparation de projets en réponse aux appels à propositions lancés par la Commission Européenne pour l'Afrique, la Méditerranée et l'Asie Centrale.

Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB

Le RIOB, dont l'OIEau assure le Secrétariat Technique Permanent, a organisé la 9^{ème} Conférence Européenne sur l'Application de la Directive-Cadre sur l'Eau - Groupe des Organismes de Bassin Européens EURO-RIOB simultanément avec la 9^{ème} Assemblée Générale du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin - Porto (Portugal)- du 28 au 30 Septembre 2011. Une réunion du Bureau de Liaison Mondial du RIOB a été organisée le 27 septembre.

Le Secrétariat du RIOB a également soutenu les autres réseaux régionaux, en particulier au travers des réunions suivantes : Assemblée Générale du Réseau Brésilien des Organismes de Bassin (REBOB) à Rio de Janeiro - 29/31 août 2011 ; Réunions des Bureaux de Liaison du REMOB et du CEENBO, à Porto (Portugal) le 27 septembre ; bureau du Réseau Latino-américain des Organismes de Bassin (RELOB) à Bogota en octobre 2010.

Le RIOB est très impliqué dans la préparation du VI^{ème} Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars 2012 à l'invitation du Gouvernement français et du Conseil Mondial de l'Eau.

Le RIOB et l'UNESCO ont été désignés comme coordonnateurs de la priorité 1.5. : "Favoriser la Coopération et la Paix" pour une meilleure Gestion des Bassins Transfrontaliers.

Pour cette priorité 1.5, les partenaires ont décidé lors de leur seconde réunion (Paris, janvier 2011) de concentrer leurs propositions sur neuf cibles, qui feront chacune l'objet d'une session thématique du mardi 13 au jeudi 15 Mars 2012, au Centre des Conférences de Marseille - Parc Chanot.

Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB appelle à la mobilisation de ses Membres et Observeurs pour venir présenter à Marseille leurs solutions, échanger et dé-



battre pour développer et améliorer la gestion par bassin et la coopération transfrontalière dans le monde.

Le RIOB a également participé à divers ateliers et colloques dont : le 4^{ème} Yantze Forum à Nanjing (Chine) - 17/20 Avril 2011, la Semaine mondiale de l'eau du 22 au 25 août à Stockholm ; la 7^{ème} réunion Ministérielle UNECE "Environnement pour l'Europe" à Astana (Kazakhstan) du 21 au 23 septembre 2011.



Enfin l'Académie du RIOB (INBO Academy et le CIREF (Centre Ibérique pour la Restauration des Fleuves),

en coordination avec l'ECRR (European Center for River Restoration - Centre européen pour la restauration des fleuves), unissent leurs forces pour proposer aux gestionnaires de bassin, à des consultants et des étudiants universitaires, un programme de formation à distance en espagnol sur la restauration des fleuves.

Le programme est constitué de 9 formations de 4-5 sessions chacune, qui ont lieu le vendredi de 16h00 à 18h00 heures (heure d'Europe centrale) et seront enseignées par des professeurs universitaires et/ou des experts reconnus et expérimentés en restauration des fleuves. Tous les cours se termineront sur une session de conclusion et une table ronde avec tous les professeurs pour discuter des sujets les plus intéressants, et répondre aux questions des participants. Un certificat sera délivré à la fin de chaque cours.



La "Lettre du Réseau" est publiée en trois langues : 7 500 ex. en Français, 13 400 ex. en Anglais, 3 800 ex. en Espagnol et une version électronique Russe accessible sur le site du RIOB :

www.riob.org

"EURO-RIOB 2011" : plus de 250 participants venus de 46 Pays à Porto



Le Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME)

L'OIEau en tant que Secrétaire du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau - RICFME - a assuré l'animation du site web du Réseau et le suivi des échanges entre les membres.

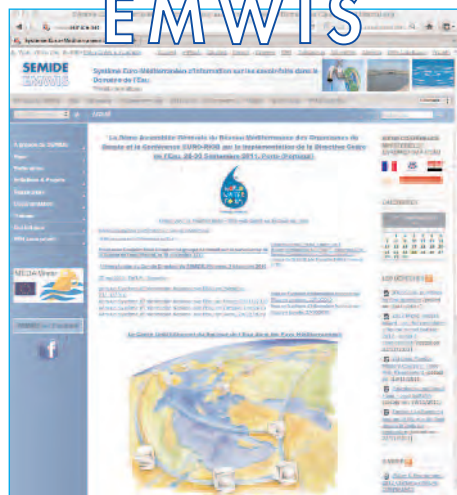
Dans le cadre de la préparation du prochain Forum Mondial de l'Eau de Marseille du 12 au 17 mars 2012, le Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau a été désigné en tant que Coordinateur de la cible n° 3 de la condition pour le succès "Environnement favorable".



Le site du RICFME est actif :

www.ricfme.org

SEMIDE EMWIS



La poursuite de l'appui à l'Unité Technique du SEMIDE

Le SEMIDE a soutenu le fonctionnement du réseau à travers ses Points Focaux Nationaux : animation du site web, bulletin électronique, renforcement de la coordination des initiatives régionales existantes et des réseaux d'information et de surveillance sur l'eau,...

Le site international du SEMIDE est continuellement mis à jour (Flash électronique trilingue distribué chaque mois à plus de 20000 inscrits, annuaire thématique, pages web) et a connu de fortes consultations en 2011 : 80.000 visiteurs par mois en moyenne et plus de 100.000 visiteurs sur les mois de janvier et octobre.

Les travaux du groupe de travail méditerranéen sur les pénuries en eau et la sécheresse ont été présentés au groupe expert européen travaillant sur le même sujet en octobre 2011 à Venise.

L'Agence Européenne de l'Environnement - AEE - a lancé les travaux sur la mise en œuvre du système d'information partagé sur l'environnement -SEIS- en Europe et dans les pays du voisinage de l'UE. Le SEMIDE est un des partenaires sélectionnés par l'AEE pour les premières étapes de mise en œuvre dans les pays méditerranéens. A ce titre l'Unité Technique a mené une mission conjointe avec l'AEE en Algérie et présenté les résultats des groupes de travail du Processus Conjoint Méditerranée entre la DCE et l'EUWI à la réunion des points focaux SEIS Med et monitoring H2020 en mars 2011 à Copenhague.

Le SEMIDE participe à la préparation du 6ème Forum Mondial de l'Eau au travers de la proposition de solutions sur plusieurs objectifs cibles et en s'impliquant sur la coordination de certaines activités. Dans le cadre du comité d'organisation du Forum Méditerranéen de l'Eau, le SEMIDE coordonne l'objectif cible 4.2 avec l'ONAS (Tunisie) relatif au financement de l'assainissement. Il assure aussi la coordination de l'objectif cible 1.5.7 du processus thématique relatif aux systèmes d'information et de monitoring sur la thématique de la coopération et de la paix. Enfin il contribue à l'objectif cible 12 du processus Europe relatif à la coopération avec les pays en tiers. L'Unité Technique poursuit la recherche de financement complémentaire avec des réponses à des appels à projets ou appels d'offres en Méditerranée.

www.semide.net

Le Mécanisme d'observation sur l'eau en Méditerranée

Suite aux travaux menés en 2010 avec les pays volontaires (Maroc, Tunisie, Jordanie, Liban, Palestine, Espagne, France et Italie) et les réunions sur la mise en œuvre de Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau organisées en Tunisie, Liban, Jordanie, Egypte, Maroc, Palestine et Syrie, un dossier de financement du volet données d'un futur « Hub méditerranéen de connaissances sur l'eau » a été présenté au FFEM.

Malheureusement, le dossier n'a pas été retenu, mais la même proposition déposée à l'UpM pour labellisation a retenu l'attention du Secrétariat Général, qui a organisé une réunion sur ce thème le 19 mai au lendemain de la réunion du Groupe Expert Eau (18 mai, Barcelone). Un rapprochement des 3 projets proposés à l'UpM sur le thème de l'information sur l'eau (hub données, base de données sur les ressources partagée de la Ligue des pays arabes et le Centre d'Information et de Formation du Liban) est en cours avec une possible maîtrise d'ouvrage par le secrétariat.



Le Point focal français du SEMIDE

A travers le point focal SEMIDE français (<http://semide.oieau.fr>) l'Office International de l'Eau donne accès à de l'information d'intérêt commun à l'ensemble des pays membres du SEMIDE. Le Point Focal National Français du SEMIDE a en 2011 : mis à jour le site, participé à la formalisation des métadonnées sur la documentation afin de mettre en œuvre un « entrepôt » international selon le format des archives ouvertes (OAI) qui pourra être alimenté par les points focaux. La collecte de jeux de métadonnées de test a été lancée auprès des points focaux : Maroc, Jordanie, Palestine, Tunisie et Algérie ont déclaré leur intérêt. L'amélioration du moteur de recherche documentaire sera mise en œuvre début 2012 sur le site international du SEMIDE en favorisant l'indexation des notices documentaires fournies par les points focaux volontaires ayant transmis des données.

SEMIDE
EMWIS

APPELS À PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Programme SWIM :

L'OIEau a préparé une proposition de projet portant sur l'élaboration de Plans de gestion et l'utilisation d'outils d'aide à la décision dans un contexte de pénurie d'eau, en partenariat avec l'Ambassade de l'Eau, le Plan Bleu, le SEMIDE et plusieurs partenaires Méditerranéens.

L'OIEau a également contribué à une proposition présentée sur un autre lot par le SEMIDE, portant sur la mise en œuvre de programmes de formation répondant aux priorités de la Stratégie Méditerranéenne de l'Eau.

Ces deux propositions n'ont malheureusement pas été retenues par la CE.

Programme Cross-Boarder Méditerranée

L'OIEau a préparé une note de concept pour un projet de gestion de la demande en eau orienté vers le secteur agricole, en partenariat avec la Société du Canal de Provence et plusieurs autres partenaires Méditerranéens.

L'OIEau est aussi partenaire de la proposition sur la Valorisation des déchets présentée par la Communauté Urbaine Nice-Côte d'Azur. Les premiers résultats sont attendus en décembre.

ARABIE SAOUDITE

Dans le cadre du contrat de management conclu avec Suez, la National Water Company NWC - JCBU (Jeddah City Business Unit) a confié à l'OIEau la mise en œuvre du plan de formation technique des personnels du Service des eaux de Djeddah en Arabie Saoudite.

Un premier programme de formation, à caractère très technique et opérationnel, a consisté en la réalisation à Djeddah de 36 sessions, correspondant à 145 jours de formation, entre Octobre 2010 et Mai 2011. Les formations ont été assurées principalement par des formateurs arabophones préalablement formés dans le centre National de Formation aux Métiers de l'Eau CNFME-OIEau. Environ 480 salariés de JCBU appartenant aux divisions Eau et Assainissement ont bénéficié de ce programme de formation très technique.

ALGÉRIE

Deux actions ont été réalisées en appui à la coopération entre l'Algérienne des Eaux (ADE) et l'Agence Belge de Développement (CTB - Algérie) portant sur le volet "Appui Technique aux Centres de Formation aux Métiers de l'Eau" :

Séminaire portant sur la Gestion des Compétences auprès des Responsables des Ressources Humaines de l'ADE

Les méthodes et outils de la GEPC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences) présentés lors ce Séminaire de trois jours en Janvier 2011, ont contribué à conforter la stratégie de modernisation de la gestion des Ressources Humaines conduite par l'Algérienne des Eaux, dont les effectifs sont de 27 000 personnels.

La présence du Directeur Général de l'ADE, qui a clôturé ce Séminaire par un vif plaidoyer sur ces nouvelles méthodes de GRH, a démontré la priorité accordée par la Direction Générale de l'Algérienne des Eaux à cet important vecteur de changement et de progrès.

Elaboration de Manuels d'Ingénierie Pédagogique pour le Centre de Formation aux Métiers de l'Eau de l'ADE

L'OIEau a élaboré un ensemble de Manuels d'Ingénierie Pédagogique destinés à structurer et coordonner le déploiement de l'offre de formation du nouveau CFME de l'ADE, actuellement en voie d'achèvement de travaux sur le site de Cherarba, à proximité de l'aéroport d'Alger.

Ces manuels doivent permettre d'utiliser toutes les potentialités d'appui pédagogique qu'offriront les plates formes pédagogiques prévues au centre de formation d'Alger. La mission s'est terminée par une session de formation des personnels GRH de l'ADE à l'utilisation de ces nouvelles méthodes et outils.

PALESTINE

L'OIEau a été chargé d'étudier la faisabilité d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (CFME) en Territoires Palestiniens, dont le bénéficiaire est la PWA. Cette étude a été financée par le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur le fonds FASEP-étude. Le Club de suivi associé à ce Projet est constitué des entreprises SUEZ-Environnement, Pont-à-Mousson-Saint Gobain (PAM) et Véolia (à travers sa filiale SEURECA), qui se sont engagées à apporter un soutien à la création du centre.

A l'origine de ce projet, il y avait la volonté de la France (MAEE et mission UpM) d'adhérer au MEDRC (Middle East Desalination Research Centre), Organisme intergouvernemental basé à Oman, au travers de la mise à disposition d'un centre co-géré par les deux entités (MEDRC et PWA).

Le Centre de Formation serait localisé à Bethléem, dans le cadre du projet de Parc Industriel implanté dans cette ville (BMIP). Les résultats de l'Etude de Faisabilité ont été soumis à l'Autorité Palestinienne de l'Eau, permettant d'enclencher une phase de négociation auprès de principaux bailleurs de fonds pour le financement du Projet.

KURDISTAN IRAKIEN

Gestion Intégrée des Ressources en eau du bassin versant du Great Zab



Après des décennies de conflits, la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak retrouve la stabilité indispensable à son essor économique.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau du bassin versant (ressource en eau partagée avec les voisins turcs et iraniens en amont, et le gouvernement irakien en aval) est une réponse aux défis qui se posent actuellement à cette région où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont loin d'être garantis. Le Ministère des Finances français soutient le gouvernement kurde en finançant un projet de GIRE sur le bassin versant pilote du grand Zab, afin de doter les institutions kurdes des outils de décision territoriaux qui lui font défaut pour l'heure.

Un groupement d'entreprises françaises piloté par la Société du Canal de Provence, associant le BRGM, l'OIEau et G2C informatique réalise ce projet au bénéfice du Ministère des Ressources en Eau kurde. L'OIEau est responsable de la partie relative au contexte institutionnel. Des propositions ont été faites pour la mise en place au Kurdistan d'une Commission de Bassin (Parlement régional de l'eau), ainsi que d'une Direction pour la gestion par bassin, qui constituerait son bras exécutif.

Le Centre International pour l'Administration de l'Eau - AQUACOOPE

TURQUIE

Jumelage Européen sur le suivi de la qualité des eaux avec le Ministère Turc des Forêts et de l'Eau.

Ce jumelage portant sur l'application de la Directive Cadre, est conduit par les Pays-Bas en coopération avec la France et l'Espagne ; il a démarré en septembre 2011 pour une durée de 27 mois.

Le projet a pour objectif de mettre en place un programme national de suivi de la qualité des eaux, après réalisation de tests sur plusieurs bassins pilotes. Des experts du MEDDTL, des agences Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée-Corse, de l'IFREMER, du CEMAGREF et de l'OIEau contribuent à ces travaux.



Le Bati Karadeniz

Etude d'un Centre de formation avec l'Union des Municipalités Turques

Dans le prolongement de la coopération bilatérale entre la France et la Turquie soutenue par l'Ambassade de France à Ankara, l'Office International de l'Eau a mené en 2011 des actions centrées sur l'analyse de la création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) afin de répondre aux besoins de formation pratique des nombreux opérateurs turcs :

- Accueil en juin d'une délégation de l'Union des Municipalités Turques (TBB), comprenant également plusieurs Directeurs de services d'eau d'importantes agglomérations urbaines turques, pour une visite du Centre de Formation de l'OIEau et des réunions de travail avec le MAEE et l'AFD.
- Mission d'expertise en novembre, pour contribuer à l'analyse de la stratégie choisie par TBB : en première phase, adaptation d'infrastructures existantes sur deux sites au nord et au sud du pays, ultérieurement, création d'un CFME « principal », qui serait situé dans un Campus de Formation à caractère Multi-professionnel à Ankara, pour les personnels techniques des municipalités.

EUROPE ORIENTALE CAUCASE ASIE CENTRALE

Renforcement de l'administration des données sur l'eau dans les pays d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale



Atelier de travail en Asie Centrale

Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités d'administration et de valorisation des données au niveau des bassins transfrontières de ces pays, il est financé par le FFEM (Fonds Français Environnement Mondial).

Développé dans le cadre des activités liées à la "Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux", ce projet est administré par l'IWAC ("International Water Assessment Centre") et coordonné par l'OIEau sur le plan technique.

Les activités ont démarré en décembre 2010 et se sont concentrées sur 2 zones pilotes transfrontières :

- Sur le bassin du Dniestr partagé entre l'Ukraine et la Moldavie
- Sur le bassin de la mer d'Aral (bassins de l'Amou Darya et du Syr Darya) partagé entre les 5 pays d'Asie Centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et l'Afghanistan, sous couvert de l'EC-IFAS, Executive Committee de l'IFAS, seule organisation internationale reconnue par les 5 pays d'Asie Centrale pour développer la gestion intégrée des ressources en eau sur le bassin de la mer d'Aral.

Les travaux ont d'ores et déjà permis de développer une base de données consultable en ligne, des acteurs producteurs, gestionnaires et utilisateurs de données.

Les résultats sont disponibles sur le site www.aquacoope.org/ffem-eecca et ont été présentés au cours de plusieurs "side events" lors de la dernière conférence des Ministres de l'Environnement qui s'est tenue à Astana en septembre 2011.

APPELS À PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Dans le cadre du programme WMOCA, l'OIEau a préparé une proposition de projet en partenariat avec le Centre d'Information de la mer d'Aral et plusieurs partenaires français et européens, portant sur un renforcement des compétences des organismes de bassin d'Asie Centrale.

Ce projet n'a pas été retenu par la CE.

ALBANIE

Suite à la sollicitation du Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Télécommunications Albanois et à l'accord donné par le FASEP sur le projet présenté par l'OIEau en groupement avec la SAUR, les travaux ont démarré en mars 2011 et consistent en la mise à jour des prescriptions techniques et des standards pour les études et la construction dans le domaine de l'eau et l'assainissement. Les prescriptions établies seront accompagnées de guides et fiches techniques à vocation pédagogiques pour les opérateurs et les maîtres d'ouvrage.

Toutes les thématiques du secteur de l'eau et d'assainissement seront abordées : forage, traitement, pompage, distribution de l'eau potable, collecte et traitement des eaux usées ainsi que l'assainissement individuel.

UKRAINE

L'OIEau conduit le projet de jumelage entre le Ministère français de l'Ecologie et le Ministère ukrainien du Logement et de l'Economie Municipale visant à renforcer les capacités des services d'eau et d'assainissement. Le projet a démarré en mars 2011 avec la mise à disposition de Denis Bessozzi, expert de l'agence Rhin-Meuse, en tant que conseiller résident pour une durée de 15 mois à Kiev.

Les travaux portent sur la mise à jour du cadre législatif et institutionnel, la gestion financière et la mise au point de modèles de contrat de délégation, la mise en place d'une autorité de régulation...

Des experts hongrois et bulgares apportent également leur expérience dans le cadre de ce jumelage européen.

APPELS À PROPOSITIONS DE LA FACILITÉ EUROPÉENNE POUR L'EAU

L'OIEau a préparé trois propositions de projets sur le programme Facilité Eau de la Commission Européenne, dont deux ont été retenues.

Suivi hydrologique et SDAGE du bassin du Congo

La Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), l'OIEau, les services hydrologiques des 4 Etats membres de la CICOS, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et Solidarité Eau Europe (SEE) ont présenté avec succès une proposition à la Facilité AC de l'Union Européenne pour l'eau. Le projet, qui doit démarrer fin 2011, permettra le renforcement des capacités pour le suivi hydrologique ainsi que l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin du Congo.

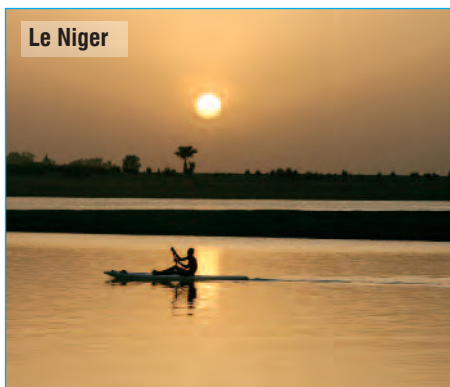
Renforcement de l'Autorité du Bassin de la Volta

L'Office International de l'Eau et le Réseau International des Organismes de Bassin démarrent fin 2011 un projet de 3 ans aux côtés des experts des Agences de l'Eau Seine-Normandie et Adour-Garonne pour renforcer l'Autorité du Bassin de la Volta.

Ce projet est financé par la Facilité Eau de l'Union Européenne, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et l'Agence Française de Développement.

Les objectifs globaux sont d'améliorer la gouvernance de l'eau, la gestion régionale des ressources en eau et le développement durable dans le Bassin de la Volta, partagé par six pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo).

Le Niger



CEDEAO (CCRE)



Le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) mène depuis 2009 un Dialogue sur les grands projets d'infrastructures dans le secteur de l'eau.

En 2011, il a confié à l'OIEau le soin d'établir une liste de projets de grands ouvrages hydrauliques prioritaires car ayant un impact significatif sur l'intégration régionale. La sélection a été opérée à partir d'un outil d'analyse multicritères conçu par l'OIEau, portant sur des critères relatifs au caractère transfrontalier des projets d'ouvrages, à l'intégration économique, à la sécurité alimentaire, à la production hydroélectrique et aux impacts environnementaux et sociaux.

Les choix d'ouvrages prioritaires ainsi que les recommandations du Panel d'experts ont été validés lors d'un atelier régional réunissant en juillet 2011 les quinze pays de la CEDEAO et les organismes de bassin transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest.

www.aquacoope.org/CEDEAO

AUTORITÉ DU BASSIN DU NIGER

Evaluation finale du projet d'appui à l'observatoire du bassin du Niger



L'Observatoire du bassin du Niger est un organe du Secrétariat Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), qui a pour missions essentielles de suivre l'évolution du bassin dans ses dimensions hydrologique, environnementale et socio-économique, de produire de l'information périodique sur le développement du bassin à travers l'analyse des données recueillies et de mettre en œuvre un dispositif de diffusion des informations.

Le projet d'Appui à la mise en place d'un Observatoire de l'Environnement du bassin du fleuve Niger a été financé par le FFEM pour un montant de 1,2 millions d'euros sur la période 2005- 2010. Le FFEM a confié à l'OIEau la réalisation de l'évaluation finale du projet.

KENYA



File d'attente devant un poste
de paiement à Mombasa



L'appui à la Société des Eaux de Mombasa (MOWASCO) est mené par le groupement SEURECA-OIEau qui a gagné l'appel d'offres sur un financement Agence Française de Développement.

Les travaux menés par l'OIEAU ont porté sur les volets relatifs à l'organisation de la société, ses activités commerciales et le suivi de la qualité de l'eau.

Suite à la réalisation d'audits de la société (418 personnes), l'année 2011 a été consacrée à la formulation de recommandations pour améliorer le fonctionnement et les performances de la société en s'appuyant sur un projet de réorganisation complète.

Un nouvel organigramme a été proposé à la direction générale, accompagné d'une définition précise pour chacun des départements de la compagnie de ses fonctions, activités, organisation, nombre d'employés et qualifications requises ainsi que les indicateurs de performances devant être suivis.

L'OIEAU s'est également engagé dans la fourniture d'un nouveau logiciel de gestion clientèle, qui devrait permettre à MOWASCO d'évoluer vers une gestion de son service commercial plus automatisée et rigoureuse en faveur de la satisfaction des usagers.

Enfin, des propositions ont également été formulées pour la réorganisation du laboratoire de suivi de la qualité de l'eau potable et la fourniture de nouveaux équipements.

Le Centre International pour l'Administration de l'Eau - AQUACOOPE

VIETNAM

En application des accords Franco-Vietnamien dans le domaine de l'eau conclus en 2007, l'OIEau pilote la mise en place des actions prévues au projet Dong Nai visant l'appui à la politique de Gestion Intégrée des Ressources en Eau menée par le Ministère de l'Environnement vietnamien (MoNRE).

Ce projet comporte :

- Un appui institutionnel, financé par les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Seine-Normandie ;
- Une aide à l'élaboration du Plan de Gestion du Dong Nai, en lien avec un système d'information et de monitoring des eaux de surface, sur un financement FASEP.

L'année 2011 a été riche en développement sur les différentes composantes du projet, celles pilotées directement par l'OIEau avec des interventions d'experts des deux agences :

- Participation à la rédaction de la future Loi sur l'Eau en coopération avec le MoNRE ;
- Tenue de la première réunion du futur Comité de Bassin du Dong Nai et discussions sur l'étape de caractérisation du Dong Nai ;
- Finalisation des revues sectorielles préparatoire à l'élaboration du plan de gestion du bassin
- Mise en place d'un système d'information sur l'eau pour le Bassin du Dong Nai en liaison avec l'architecture nationale de gestion des données.

Un catalogue consultable à l'adresse www.oieaudci.net/catvietnam

donne d'ores et déjà accès aux descriptions de plus de 350 sources de données (systèmes d'information, jeux de données, couches SIG, cartes ...) présentées par les partenaires en anglais et en vietnamien.

D'importantes avancées ont également été réalisées sur les autres volets :

- L'appui au développement du monitoring des eaux du bassin apporté par Asconit ;
- L'élaboration du plan de gestion pilote du Dong Nai par le bureau d'études SCE.

LAOS

Le bassin pilote du Nam Ngum, fer de lance pour le développement de la GIRE au Laos

Suite à une action exemplaire menée ces dernières années pour la préparation d'un premier plan de gestion du bassin de Nam Ngum sur financement AFD, les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse ont décidé de mobiliser l'Office International de l'Eau au titre de la coopération décentralisée, afin de poursuivre et d'approfondir les travaux menés sur ce bassin.

L'enjeu est la mise en place des mécanismes de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) inscrits dans la nouvelle législation laotienne. En pratique il conviendra de renforcer les capacités du Secrétariat du Comité de Bassin de la Rivière Nam Ngum (NNRBCS), du MoNRE, des Provinces et des Districts afin qu'ils puissent préparer et mettre en oeuvre de façon participative un Plan de Gestion durable des ressources en eau pour le bassin hydrographique pilote du Nam Ngum.

MRC

Visite d'étude de la Commission du Mékong en France et en Allemagne



Visite de la délégation à l'OIEau - Paris

Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Agence Française du Développement et la Commission du Mékong (MRC), l'Office International de l'Eau a contribué à l'organisation d'une visite d'étude fin octobre en France et en Allemagne.

Cette visite a réuni 4 représentants de la MRC et 10 de chacun des Pays-Membres (Cambodge-Laos-Thaïlande-Vietnam). Les thèmes principaux ont été l'acquisition, le traitement et l'utilisation de données hydrométéorologiques, ainsi que leur usage dans le cadre d'une bonne gouvernance de bassin, en particulier pour une meilleure gestion des risques d'inondation, au travers d'échanges avec la DG Prévention des Risques/MEDDTL, le SCHAPI, Météo-France, l'agence de l'Eau Rhin-Meuse, la CNR, la CIPR et des homologues allemands.

CHINE

Accord de coopération franco-chinoise dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau pour le bassin pilote du fleuve Hai et de ses sous-bassins



Signature du protocole d'accord en juillet 2011 à Pékin

Dans le cadre de l'accord signé en décembre 2009 entre le Ministère chinois des Ressources en Eau et le Ministère français chargé de l'Ecologie et du Développement Durable, le bassin du Fleuve Hai, qui s'étend sur 318.000 km² et couvre 4 Provinces (Hebei, Shanxi, Henan, Mongolie intérieure) et deux grandes Municipalités (Pékin et Tianjin), a été retenu pour y conduire un projet pilote de coopération entre les deux pays.

Les partenaires du projet sont, pour la partie Chinoise, la Commission de Conservation des eaux de la Rivière Hai (sous tutelle du MWR), ainsi que les Bureaux des Eaux de la Municipalité de Tianjin et de la Province de Hebei, et, pour la partie française, l'Ambassade de France en Chine, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, le Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Institution Interdépartementale des Grands Lacs de Seine et l'OIEau, qui assurera la coordination technique du projet.

Il s'agit en particulier de tester l'application en Chine de certains mécanismes de gestion de bassin et de lutte contre la pollution des eaux mis en pratique en France depuis la Loi de 1964, ayant créé les Agences de l'eau. Les activités en 2011 ont porté sur :

- une première mission de reconnaissance du bassin pilote au cours de laquelle l'ensemble des partenaires ont signé le protocole d'accord du projet, en juillet 2011,
- une formation sur le rôle des Agences de l'Eau et des collectivités locales et les outils de gestion de l'eau utilisés en France, qui a réuni 65 responsables chinois du bassin,
- une visite d'études de représentants de la Commission de la Hai en septembre,
- une mission d'analyse et de propositions sur le contrôle de la pollution domestique et industrielle.

BRÉSIL

Coopération technique entre l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, l'Organisme de Bassin du Piracicaba-Capivari-Jundiá (PCJ) et l'OIEau



Le Brésil comporte 27 Etats, d'une diversité climatique, culturelle, économique, sociale très importante et disposant chacun d'une large autonomie sur les plans politique et administratif. Dans le cadre d'un financement de coopération décentralisée mobilisé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, un projet va impliquer l'Agence aux côtés du Consórcio PCJ - Piracicaba Capivari e Jundiá (Minas Gerais), et de l'OIEau afin d'aborder, à travers des actions de formation et d'échanges d'expertise :

- une comparaison entre le Système Brésilien de Gestion des Ressources Hydriques et les principes et instruments de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau ;
- une évaluation comparative des pratiques de planification et de financement de la gestion des ressources en eau dans les deux pays et des propositions d'évolution, notamment en matière de redevances et d'application des principes "pollueur-payeur" et "usager-payeur".

Les succès obtenus seront présentés lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

JUMELAGES EN COURS DE CONTRACTUALISATION

Plusieurs propositions de jumelages institutionnels européens ont été préparées et couronnées de succès, concernant les pays suivants :

Croatie : Jumelage sur la mise en œuvre de la directive Substances Dangereuses, en partenariat avec l'Autriche. Ce projet de 15 mois associant l'INERIS et le BRGM, débutera en 2012 avec la mise à disposition d'un expert de l'OIEau comme conseiller résident à Zagreb.

Turquie : Jumelage sur les eaux de baignade avec le Ministère de la Santé Turc, en partenariat avec l'Italie, qui débutera en 2012 avec la mise à disposition d'un expert de l'agence Loire-Bretagne comme conseiller résident à Ankara.

Turquie : Jumelage sur la mise en œuvre de la Directive Inondations, en partenariat avec la Roumanie. Il s'agit d'un projet de 24 mois avec un budget de 1,8 ME qui débutera en 2012 par la mise à disposition d'un expert du MEDDTL comme conseiller résident auprès de la nouvelle Direction de l'Eau du Ministère des Forêts et des Ouvrages Hydrauliques

Kosovo : L'OIEau a également contribué à la préparation d'un jumelage au Kosovo avec le Ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire (MESP).

La France participera en Partenaire Junior à ce nouveau jumelage aux côtés de l'Italie. Etant donné le vaste champ d'activités pour le cadre législatif, la gestion de l'eau et des déchets, mais aussi l'aménagement du territoire et la protection de la nature, le MEDDTL assurera la coordination des diverses institutions françaises qui interviendront dans ce projet de 2 ans, en particulier le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), l'Atelier Technique des Espaces Naturels (ATEN) et l'Office International de l'Eau

Tunisie : L'OIEau est associé aux partenaires français du jumelage sur la directive REACH piloté par l'Autriche.

AUTRES ACTIVITÉS ET MISSIONS D'EXPERTISES

Projet SOURCE - Région PACA : la Région Provence Alpes Côte d'Azur avec sa délibération cadre sur l'eau a décidé de lancer une réflexion avec l'ensemble des acteurs visant à élaborer et à mettre en place un Schéma régional de la ressource en eau. Le projet SOURCE (Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau) conduit par Sogreah auquel est associé l'OIEau a d'abord réalisé un diagnostic régional quantitatif détaillé, puis une démarche prospective aboutissant à 4 scénarios à partir de réunions avec les représentants des usagers, des institutions et élus de la région.

La dernière phase en cours doit permettre de définir des objectifs quantitatifs et des moyens au plan opérationnel : programmation des infrastructures, maîtrise d'ouvrage et modes de gestion, droits et valeur de l'eau, sensibilisation du public.

Un "Water Think Tank" pour les Autorités locales en Méditerranée : l'OIEau s'est engagé depuis 2010 aux côtés de la Fondation Prince Albert II, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de Veolia Environnement et du Plan Bleu dans le Water Think Tank (WTT).

Le lancement officiel de cette initiative de la Fondation Prince Albert II a eu lieu lors du 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Istanbul. L'objectif recherché est d'améliorer la capacité des autorités locales du bassin méditerranéen à mettre en œuvre une gouvernance efficace de la gestion des ressources en eau en intensifiant la coopération inter et intra sectorielle, au-delà des barrières administratives locales, régionales et nationales.

La restitution de ces travaux a eu lieu lors d'un symposium clôturé par le Prince souverain le 10 novembre 2011 à Monaco.

Projet HR Wallingford : cadre de travail pour développer la sécurité de l'eau et la résilience au changement climatique en Afrique : en Afrique, la question du changement climatique est abordée notamment à travers le Programme Eau Climat Développement (WCDD) établi en 2010 par AMCOW et le GWP.

Le projet "Cadre pour la sécurité de l'eau et le développement de la résilience au climat", conduit par HR Wallingford et associant l'OIEau pour tout ce qui a trait à l'adaptation au niveau des bassins transfrontaliers, a été mis en place afin d'assurer que les pays auront les capacités et les connaissances pour intégrer la résilience au climat et la sécurité de l'eau dans la planification du développement, et développer des stratégies d'investissement nécessaires.

Les résultats sont attendus pour le printemps 2012.

Processus Préparatoire Européen



Mme Nathalie Kosciusko-Morizet - Ministre française de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement à la réunion de Paris - janvier 2011



La réunion de Plovdiv en Bulgarie - 20 au 23 mars 2011

Il est de tradition que le Pays hôte organisateur du Forum Mondial de l'Eau, coordonne le Processus préparatoire Régional dans sa propre région.

Sur proposition des partenaires français, le Comité International du Forum (CIF) a ainsi confié à l'Office International de l'Eau (OIEau), Secrétaire Technique Permanent du RIOB, la coordination du Processus préparatoire Européen pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars 2012.

De nombreux pays d'Europe ont développé des outils et techniques efficaces de gestion de l'eau, tant au niveau du grand cycle hydrographique que des services collectifs ou du contrôle des usages individuels.

L'Europe élargie est le continent où il y a le plus grand nombre de fleuves, lacs et aquifères transfrontaliers.

Ce thème est évidemment stratégique, surtout dans l'hypothèse du changement climatique. L'expérience européenne pourrait être mise à la disposition de tous les pays intéressés dans le Monde.

Lors de deux réunions, qui se sont tenues à Bruxelles le 21 décembre 2010 et à Paris le 18 janvier 2011, le Comité de Pilotage du Processus Européen et les principaux réseaux européens partenaires ont identifié une première série d'Objectifs Prioritaires Spécifiques Régionaux :

- **améliorer la coopération transfrontalière en Europe**, notamment dans le cadre de la Convention UNECE de 1992 dite d'Helsinki,
- **assurer un Bon Etat Ecologique des Masses d'Eau européennes en 2015**, par l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau,

- **s'adapter aux défis à long terme de l'eau** liés aux changements climatiques et prévenir les phénomènes extrêmes,
- **réformer la Politique Agricole Commune** et assurer un meilleur équilibre entre les objectifs de sécurité alimentaire et de gestion de l'eau,
- **coordonner les politiques des transports et de l'eau relatives à la navigation intérieure en Europe**,
- **développer les connaissances et les savoir-faire sur l'hydromorphologie des rivières, la restauration et la protection des écosystèmes aquatiques**,
- **améliorer les services d'eau potable et d'assainissement européens**,
- **mieux coordonner en Europe les politiques de l'eau et les politiques énergétiques renouvelables**,
- **adapter la gestion de l'eau aux spécificités des régions ultrapériphériques européennes**,
- **renforcer la sensibilisation du public et les compétences des professionnels de l'eau**,
- **promouvoir l'innovation technologique, l'interface "Science - Politique"** et le dialogue entre chercheurs et gestionnaires de l'eau,
- **développer la coopération européenne avec les pays tiers dans le domaine de l'eau.**

En fonction de leur spécialisation, il a été proposé à chacun des grands réseaux européens associés d'animer ou co-organiser les réflexions sur chacun des Objectifs Prioritaires Spécifiques Régionaux qui sont retenus, dans le cadre d'un "Processus Grenellien" (WISE) qui doit permettre au plus grand nombre de partenaires intéressés de participer.

Plusieurs réunions générales ont ainsi été organisées à l'échelle régionale, notamment pour :

- **L'Europe Centrale, Orientale et les Balkans** (Plovdiv - Bulgarie, du 20 au 23 mars 2011), à l'invitation du Gouvernement Bulgare et du CEENBO,
- **les Pays riverains de la Mer Noire** (Istanbul - Turquie, du 03 au 05 mai 2011),
- **L'Asie Centrale** (Tashkent - Ouzbékistan, du 10 au 12 mai 2011), conjointement avec le Coordonnateur du Processus Spécifique Sous-Régional d'Asie Centrale,
- **les Pays Euro-Méditerranéens** (Porto - Portugal, du 27 au 30 septembre 2011), à l'invitation de l'Organisation du Bassin ARH Norte et des Autorités de District Portugaises ainsi que de l'Euro-RIOB et du REMOB,
- **les Régions Ultra-périphériques de l'Union Européenne** (Guadeloupe - Caraïbe, du 2 au 7 octobre 2011),
- **Le Caucase** (Tbilissi - Géorgie, du 14 et 15 novembre 2011).

Des side-events ont eu lieu durant la **Semaine de l'Eau de Stockholm**.

Une dernière Réunion Générale aura lieu les 14 et 15 décembre 2011 à Moscou pour la Fédération de Russie.

<http://european-region-wwf2012.eu>



Le RIOB et l'UNESCO coordinateurs de la priorité 1.5 : "Contribuer à la Coopération et à la Paix"



Le Comité International du VI^{ème} Forum Mondial de l'Eau, qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars 2012, a désigné le RIOB et l'UNESCO comme coordonnateurs de la priorité 1.5 : **"Contribuer grâce à l'eau à la Coopération et à la Paix" qui traitera principalement de la Gestion des Bassins Transfrontaliers.**

Durant le Forum, 100 sessions thématiques, associant tous les acteurs, doivent proposer des solutions concrètes, en permettant de discuter librement de tous les sujets pour atteindre un consensus.

Pour cette priorité 1.5, les partenaires ont décidé lors de leur seconde réunion (Paris, janvier 2011) de concentrer leurs propositions sur les neuf cibles suivantes, qui feront chacune l'objet d'une session thématique du mardi 13 au jeudi 15 mars 2012, au Centre des Conférences de Marseille - Parc Chanot :

- 1 **Renforcer l'acceptation politique et la mise en œuvre des principes des lois internationales, régionales et locales existantes en matière d'eau au sein de la communauté internationale.**
- 2 **Augmenter le nombre de nouveaux accords et améliorer la qualité des accords existants liés aux eaux transfrontalières de surface et/ou souterraines.**
- 3 **Développer ou améliorer les mécanismes de coopération pour une gestion conjointe des aquifères transfrontaliers dans le cadre adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies.**
- 4 **Accroître le nombre d'Organismes de Bassin ou de Systèmes Aquifères Transfrontaliers capables d'assurer une gestion durable des ressources en eau.**
- 5 **Dans des situations de conflit local et international, développer des solutions pragmatiques aux problèmes liés à l'eau à travers la coopération et le dialogue entre les principaux acteurs du conflit.**
- 6 **Créer des mécanismes de financement durable en vue de financer les Organismes Transfrontaliers.**



- 7 **Développer des mécanismes visant à partager et valider les informations et les données au niveau des bassins transfrontaliers.**
- 8 **Augmenter la formation sur la gestion des eaux transfrontalières et la résolution de conflits pour les décideurs politiques, les professionnels expérimentés et les jeunes professionnels des secteurs de l'eau, les journalistes et le grand public.**
- 9 **Elaborer et appuyer des programmes de jumelage entre les Organismes de Bassin, les centres sur la gestion de l'eau et d'autres établissements concernés, en vue de promouvoir les savoirs et l'échange.**

Une session de synthèse conclura les travaux le 16 mars 2012.

La proposition d'organiser les sessions de la priorité 1.5 sur la Gestion des Bassins Transfrontaliers a été largement diffusée et soumise à la discussion des partenaires qui ont envoyé de nombreuses propositions de solutions.

Le RIOB a organisé ou a participé à plusieurs réunions internationales avec tous les acteurs intéressés, afin de travailler dans le cadre d'une concertation ouverte et fructueuse :

- Conférence Ministérielle des Pays de l'UNECE, Astana, Kazakhstan, du 21 au 23 septembre 2011 ;
- "EURO-RIOB 2011" : pour l'Application de la Directive-Cadre sur l'Eau", Porto, Portugal, du 27 au 30 septembre 2011 ;
- Conférence UN-Water sur la Gestion de l'Eau, Dushanbé, Tajikistan, du 19 au 20 octobre 2011 ;
- Assemblée Générale du Réseau Latino-Américain des Organismes de Bassin et le Forum National des Comités de Bassin brésiliens, Panama, du 24 au 25 novembre 2011.

Premières ébauches de conclusions :

La gestion par bassin ça marche !

- Des résultats tangibles peuvent être obtenus quand il y a une volonté politique forte ;
- Des progrès significatifs ont été réalisés depuis les années 1990 ;
- La Gestion Intégrée des Ressources en Eau doit être organisée au niveau des bassins locaux, nationaux ou transfrontaliers des fleuves, des lacs et des aquifères ;
- Les fleuves, lacs et aquifères transfrontaliers doivent faire l'objet d'une attention particulière et être gérés dans la concertation entre Pays riverains ;
- Des cadres juridiques clairs doivent permettre l'application durable de ces principes, qui sera facilitée par la création d'Organismes ou Agences de Bassin ;
- La création et le renforcement de Commissions Internationales ou d'Autorités de Bassins Transfrontaliers facilitent le dialogue, l'échange d'information et la mise en œuvre conjointe des actions nécessaires à une meilleure gestion, anticipant l'avenir et permettant de réguler les conflits potentiels entre les Pays concernés ;
- Les partenaires doivent s'accorder sur "une vision partagée" du bassin, qui se traduit par un Plan de Gestion à moyen et long terme et des Programmes de Mesures et d'investissements prioritaires ;
- Des mécanismes financiers appropriés doivent être mis en place, sur la base, notamment, de l'application des principes "utilisateur - pollueur - payeur" ;
- Des Systèmes d'Information de Bassin doivent permettre d'assurer un suivi de la mise en œuvre des politiques et d'en mesurer les résultats ;
- Cette gestion doit s'appuyer sur une forte participation de tous les acteurs du bassin et une implication de leurs représentants au sein des Comités de Bassin.

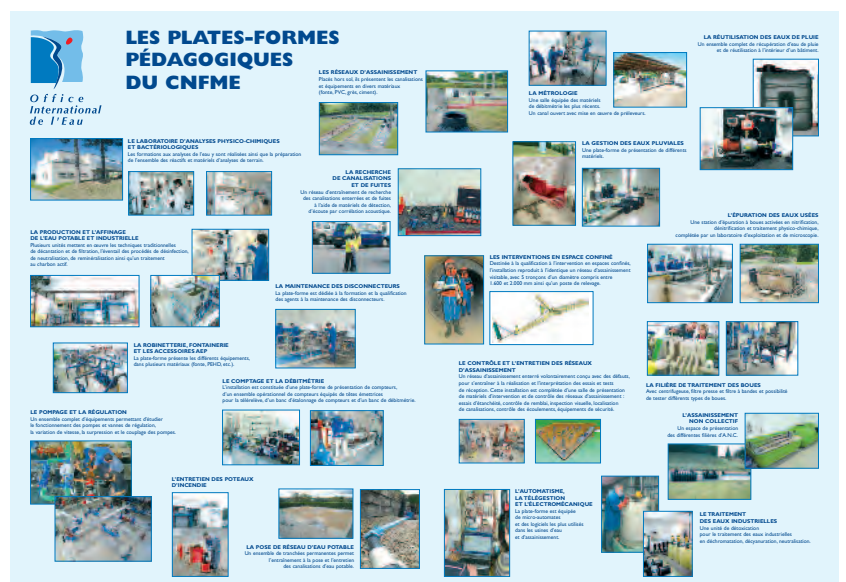
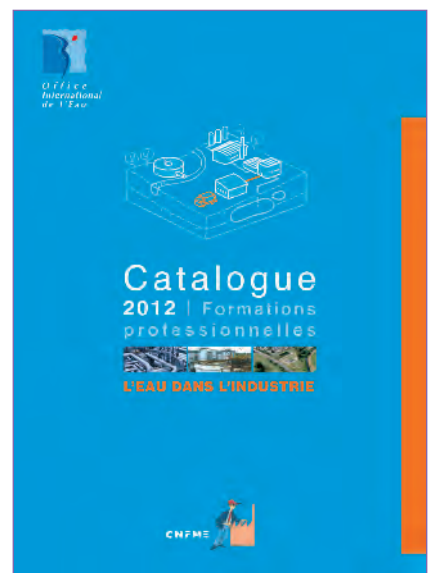
Là où il y a de la volonté, tout devient possible !

www.riob.org

www.unesco.org

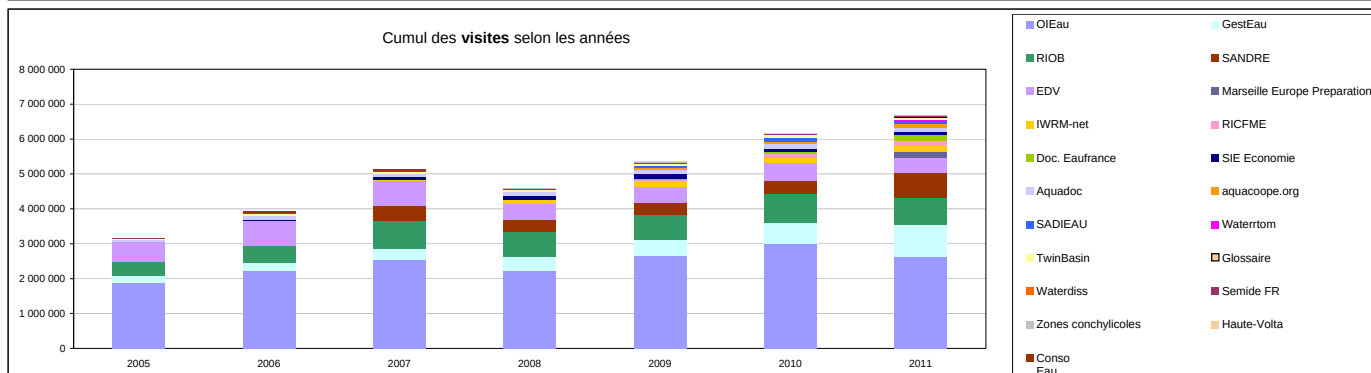
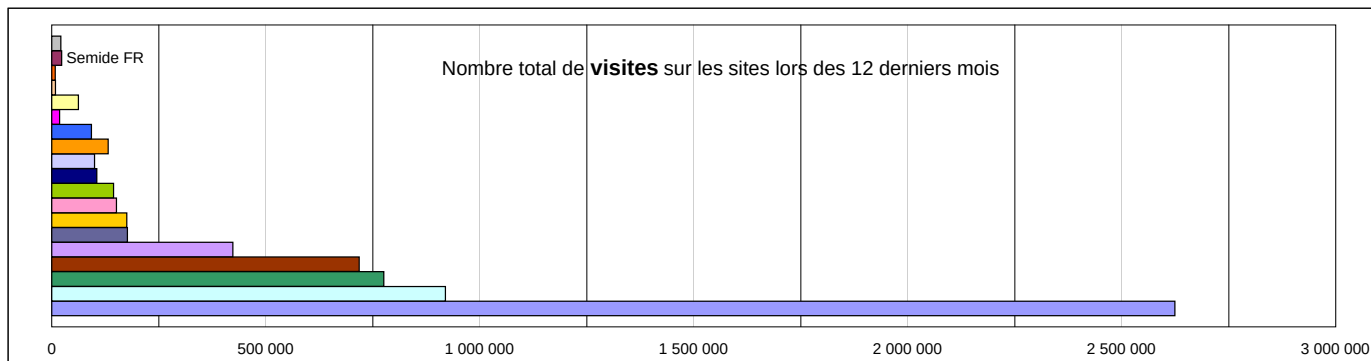


Les publications 2011



Bilan des connexions 2011

VISITEURS	OIEau	GestEau	RIOB	SANDRE	EDV	Marseille Europe Preparation	IWRM-net	RICFME	Doc. Eaufrance	SIE Economie	Aquadoc	aquacoope.org	SADIEAU	Waterrom	TwinBasin	Glossaire	Waterdiss	Semide FR	Zones conchylicoles	Haute-Volta	Conso Eau	Total de tous les sites
2005	1 886 820	207 311	383 106		587 779		-	-	-	-	59 594	-	-		20 309			15 578				3 160 497
2006	2 217 526	225 393	507 369		714 058		-	-	-	26 075	127 803	-	-		36 837			15 124			49 949	3 920 134
2007	2 542 837	308 210	820 189	407 928	728 381		32 747	-	-	66 813	102 713	-	-		56 480			22 623	-		51 092	5 140 013
2008	2 213 127	419 231	689 605	345 401	486 868		99 306	-	-	116 821	108 519	12 747	2 615		53 847			23 461	5 138			4 576 686
2009	2 645 511	470 467	709 328	340 782	482 731		146 714	44 755	38 677	115 647	126 207	60 521	57 475		65 231			26 496	10 830	6 190		5 347 562
2010	3 016 835	573 905	856 131	355 810	501 977		162 230	94 082	79 201	91 739	128 127	76 687	97 530		83 615			27 822	14 105	6 004		6 165 800
2011	2 624 064	919 652	775 696	718 203	423 235	177 053	175 416	151 108	144 377	105 472	99 839	131 836	92 810	18 258	62 429	8 822	8 269	23 079	21 437			6 681 055
Moyenne mensuelle	218 672	76 638	64 641	59 850	35 270	17 705	14 618	12 592	12 031	8 789	8 320	10 986	7 734	6 086	5 202	2 941	2 756	1 923	1 786			



04/01/2012



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



6.350.000 visiteurs en 2011 !



△ Limoges

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME La Souterraine ▽



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet

- ➔ **Formation Professionnelle**
- ➔ **Documentation - Information**
- ➔ **Coopération Institutionnelle**
- ➔ **Politique de l'Eau**
- ➔ **Actualités - Veille Technique**
- ➔ **France - Europe - Monde**



Liens privilégiés vers :

RIOB - RICFME - SEMIDE - EAUDANSLAVILLE.FR - GEST'EAU

FORUM MONDIAL DE L'EAU (MARSEILLE 2012)

et 350 sites Internet spécialisés

6.350.000 visiteurs en 2011 !



www.oieau.org

**Visitez
notre nouveau portail !**